

# ANNEXE 1 – à destination des enseignants

## La place des femmes dans l'industrialisation au 19e siècle

Si la figure de l'ouvrier ou du mineur domine les représentations de la « Révolution industrielle », les femmes ont également contribué au processus d'industrialisation. Leur implication a évolué au fil des années : en 1806, seulement 18,1% des femmes étaient actives dans l'industrie française, 26,6% en 1856 ; en 1911, les femmes constituent un tiers de la main d'œuvre ouvrière.

### Une marginalisation de l'ouvrière

Les femmes se sont impliquées dans divers secteurs industriels, y compris des domaines traditionnellement masculins tels que les mines. Cependant, malgré leur contribution, elles ont été souvent absentes des discours masculins. Les contemporains considéraient les femmes travailleuses principalement comme des "femmes d'ouvriers", les limitant à ce rôle dans leur perception collective. L'emploi des femmes est considéré comme un problème par et pour les hommes : la place des femmes est au foyer comme épouse et mère, lorsqu'elles travaillent, leur salaire concurrence celui des hommes et s'oppose aux revendications masculines d'augmentation au nom de la nécessité d'un « salaire familial ». De plus, le discours médical affirme que le travail est incompatible avec la nature de la femme. Ainsi Pierre Roussel, médecin, affirme dans un ouvrage réédité plusieurs fois jusqu'en 1845, *Système physique et moral de la femme*<sup>1</sup>, que les os sont plus petits et moins durs, la cage thoracique plus étroite, que la station debout n'est pas recommandée car elle peut entraîner des avortements ou encore une descente d'organe. Le paradigme des femmes physiologiquement moins aptes au travail industriel en raison de leur anatomie supposée plus fragile va perdurer tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle.

### L'homme protecteur de la famille

Le discours dominant dès les débuts de l'industrialisation est donc celui de l'homme devant protéger sa famille et subvenir aux besoins de tous. Pour cela il doit recevoir un « salaire familial », revendication qui apparaît dès les années 1830-1840 (par exemple, les travailleurs du livre, en 1840, défendent le droit des hommes au travail comme un devoir envers la famille et demandent un salaire de famille pour assurer ce droit). Seul un travail d'appoint est donc concevable pour les femmes et elles sont cantonnées à des travaux d'exécution mal rémunérés dont l'encadrement est masculin. Cependant, leurs conditions de travail ne sont pas moins difficiles que celles des hommes : en 1840, elles travaillent de 10 à 15 heures par jour en moyenne en France. Comme les hommes, elles font face à la fatigue, l'usure, les maladies et accidents. De plus, elles subissent le harcèlement sexuel et parfois le droit de cuissage des contremaitres<sup>2</sup>.

### L'usine, un lieu où l'ouvrière n'a pas sa place

Contrairement au travail des femmes en usine, le travail des paysannes ou des commerçantes n'est pas dénoncé. C'est l'usine, la mixité qu'elle engendre, la possibilité pour les femmes de travailler à l'extérieur de chez elles, y compris le soir ou la nuit, la possibilité d'émancipation par le salaire qui sont en jeu. En réponse à ces craintes, apparaissent les « usines-couvents » où l'encadrement de fillettes et jeunes filles recrutées dans les campagnes est assuré par des religieuses. C'est le cas à Jujurieux (usine Bonnet) ou à La Séauve-sur-Semène (usine Colcombet). Dans ces « usines-couvents », les fillettes arrivent très jeunes (dès 10-12 ans) grâce à l'intermédiaire d'un curé. Leur salaire est versé à la famille (il peut constituer leur dot future, les jeunes filles restant employées jusqu'à leur mariage). Elles travaillent 13 heures par jour, 6 jours sur 7.

En 1843, Flora Tristan dénonce la double exploitation de l'ouvrière : "L'homme le plus opprimé peut opprimer un être, qui est sa femme. Elle est le prolétaire du prolétaire même." (Flora Tristan, *L'union ouvrière*, 1843). Mais les revendications de Flora Tristan (reconnaissance du "droit au travail pour tous et toutes", "nécessité de donner aux femmes du peuple une éducation morale, intellectuelle et professionnelle") n'ont que peu d'écho.

Dans la deuxième moitié du XIX, les ouvrages de Julie Daubié<sup>3</sup> et Jules Simon<sup>4</sup> dénoncent le travail des femmes à l'usine. Jules Simon développe l'idée d'opposition entre l'état de femme et celui d'ouvrière : "la femme devenue ouvrière n'est plus une femme" écrit-il. Jules Simon dénonce le travail des ouvrières qui sont soumises à la domination du contremaître, qui consacrent plus de force à travailler que leur santé ne leur permet, qui deviennent susceptibles de contester l'autorité du mari puisque rapportant un salaire. Pour Jules Simon, "la femme n'est grande que par

l'amour et l'amour ne se développe et ne se fortifie que dans le sanctuaire de la famille". Dans *La Femme pauvre*, paru en 1866, Julie Daubié revendique l'instruction pour les femmes et leur émancipation par le travail. Mais elle fait du foyer domestique et de la famille la place naturelle de la femme ; elle réclame une moralisation de la société, présentant le mariage et les valeurs de la famille comme remède à l'immoralité.

Des syndicats indifférents et des grèves féminines peu nombreuses

Les syndicats sont, au XIXe siècle, peu intéressés par le travail des femmes et ne s'investissent pas dans la défense de leurs droits. En 1866, la section française de l'Internationale ouvrière se prononce même explicitement contre le travail des femmes. Lors du congrès ouvrier socialiste de France, en 1879 à Marseille, « la question de la femme » revient plusieurs fois mais c'est pour affirmer qu'une ouvrière doit exercer un emploi compatible avec sa nature (travaux d'aiguilles par exemple). La présence des femmes dans les syndicats est faible : 30 000 syndiquées en 1900 pour 588 000 hommes syndiqués. Les grèves féminines sont rares, avec seulement 5,9% de grèves féminines entre 1871 et 1890 et 12% de grèves mixtes. Si la grève des ovalistes à Lyon en juin et juillet 1869 marque les esprits, les grèves de femmes sont en réalité le plus souvent courtes et non relayées ou soutenues par les syndicats. Les ouvrières grévistes sont souvent l'objet de moqueries et présentées comme des folles, des viragos (la presse parle d' "*un spectacle amusant [...] chantant des cantiques et l'Internationale*" à propos d'un cortège d'ouvrières sardinières de Douanenez en février 1905<sup>5</sup>). D'autres nombreux facteurs détournent les femmes de la grève :

- la double journée de travail exclut bien souvent les femmes des réunions ouvrières et de la prise de décision ;
- leur faible qualification fait des femmes des ouvrières facilement remplaçables ;
- chargées des finances familiales, elles sont plus sensibles à la perte financière due à la grève ;
- les pressions exercées par le patron (qui peut renvoyer toute la famille pour un seul gréviste), par le mari, par le clergé (à Douanenez, en 1905, le clergé menace de refuser les sacrements à celles qui ne quittent pas le syndicat) ;
- l'idéologie dominante qui enferme la femme dans l'image de la douceur, soumission et passivité.

1. Pierre Roussel, *Système physique et moral de la femme*, 1795, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k42693r.texteImage>

2. Marie-Victoire Louis, *Le Droit de cuissage : France, 1860-1930*, Éditions de l'Atelier, Février 1984

3. Julie Daubié, *La Femme pauvre au XIXe siècle*, Paris, Guillaumin, 1866

4. Jules Simon, *L'Ouvrière*, Paris, L. Hachette et cie, 1861

5 : La Dépêche de Brest, 12 février 1905, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k335666w/f3.item.zoom>

## Bibliographie

Geneviève Dermenjian, Irène Jami, Annie Rouquier, Françoise Thébaud, *La place des femmes dans l'histoire, une histoire mixte*, Editions Belin, association Mnémosyne, 2010

Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé, une histoire de leurs métiers, XIXe et XXe siècles*, Editions Odile Jacob 2002

Michelle Zancarini-Fournel, *Histoire des femmes en France, XIXe – XXe siècles*, Presses universitaires Rennes, 2005